

Propreté à l'UdS : à quand la fin de la maltraitance ?

La politique d'externalisation, dans une perspective de réduction des coûts, de certaines tâches universitaires à des sous-traitants fait en cette rentrée 2016 des ravages en matière de manque d'hygiène sur le campus de l'Esplanade/dans certaines composantes. Les sociétés de nettoyage sont amenées à intervenir dans des conditions qui ne leur permettent manifestement pas de remplir leur mission première.

Les plaintes se multiplient au Patio et au Portique depuis 3 semaines, venant des personnels enseignant et administratif, concernant les sanitaires sales (à 7 heures 30 du matin...) ou fermés (toute la journée), les poubelles non vidées pendant des jours à des semaines, les sols non nettoyés. Si on ajoute à cela des situations pérennes (les vitres ne sont jamais lavées) ou ponctuelles (absence de chauffage dans certains bâtiments menant à faire cours par des températures de 15°), il n' a jamais été aussi inattrayant de travailler pour l'Université de Strasbourg, et peut-être pour les étudiant/e/s de travailler à l'intérieur de l'UdS.

La responsabilité de cette situation incombe moins aux entreprises sous-traitantes qu'à l'Université, qui leur impose des contrats de nettoyage dont les clauses sont intenables au regard des tarifs pratiqués. L'effet pervers des appels d'offre conduit l'université à se ranger du côté des donneurs d'ordre exerçant une pression inacceptable sur les prix. L'Université de Strasbourg a une lourde responsabilité dans la précarisation des salaires et des conditions d'emploi de personnels d'entretien déjà structurellement sous-payés.

A l'arrivée, tout le monde y perd ! L'université publique fait partie des employeurs voyous qui se rendent coupables d'une politique de moins-disant social dont tout le monde fait les frais : prestataires acculés à un travail de mauvaise qualité, étudiant/e/s, personnels administratif, d'études et recherches, enseignant/e/s. Nous avons honte d'une université qui méprise à ce point ses personnels – directs et indirects –, ses locaux et son public.

C'est pourquoi nous engageons les collègues et les étudiant/e/s :

- à dénoncer ces conditions de travail indignes imposées aux salariés sous-traitants par voie hiérarchique et dans le Registre de Santé et de Sécurité au Travail (RSST);
- à en consigner les dysfonctionnements qui en résultent dans le registre RSST, afin que la situation soit également traitée par le Comité Hygiène et Sécurité;
- à rendre public ces états de fait dans tous Conseils ou réunions où la chose est faisable.

Globalement, l'Université ne manque pas d'argent, si l'on considère certaines dépenses somptuaires récentes (réception du Dalaï Lama) ou à venir (changement de tous les "visuels" pour la nouvelle écriture Unistra), à nos yeux totalement inutiles.

La maltraitance des prestataires, des personnels et des locaux a assez duré !

**Nous demandons une politique d'entretien basée sur du travail décent
et non sur du travail empêché !**

